

Mali/Attaque terroriste

Sur la piste des auteurs de l'attaque de l'hôtel Byblos de Sévaré

AFP

Bamako/Mali.I.

Le Mali s'efforçait hier d'identifier les auteurs de la prise d'otages lancée vendredi à l'hôtel Byblos de Sévaré (centre) qui a fait 13 morts, dont quatre soldats maliens et cinq sous-traitants de la Mission de l'Onu au Mali (Minusma).

DES soldats maliens ont mené des patrouilles dans la nuit de samedi à dimanche à Sévaré et autour de Mopti, la capitale régionale du centre Mali, située à 12 kilomètres, a indiqué à l'AFP un habitant de cette ville, joint hier depuis la capitale Bamako. « La nuit a été calme. (...) Tout revient à la normale ici à Sévaré », a-t-il ajouté.

L'assaut de l'établissement, qui accueille régulièrement des expatriés, s'est soldé dans la nuit de vendredi à samedi par la mort de « quatre soldats des Fama », les forces armées maliennes, « cinq contractuels de la Mission de l'Onu

au Mali et quatre terroristes tués » durant les opérations lors de l'attaque de l'hôtel Byblos de Sévaré, a indiqué hier le gouvernement dans un bilan qu'il dit « définitif ». Par ailleurs, huit soldats ont été blessés.

Ce bilan coïncide désormais avec les éléments donnés samedi par la Minusma.

Jusqu'ici, l'incertitude subsistait en effet : un responsable militaire malien parlait de 12 morts -- cinq soldats maliens tués, « cinq terroristes et deux Blancs » -- tandis que la Minusma recensait cinq pertes dans ses rangs : cinq employés travaillant pour des entreprises sous-traitantes -- un Malien, un Népalais, un Sud-Africain et deux Ukrainiens.

En outre, a précisé le gouvernement dans son communiqué, « sept suspects ont été arrêtés » et les « quatre otages libérés » par l'armée malienne -- deux Ukrainiens, un Russe et un Sud-Africain -- sont « en bonne santé ».

« Des enquêtes sont en

cours en relation avec la Minusma et d'autres partenaires pour déterminer les facteurs liés à cette attaque et à son dénouement », a ajouté le gouvernement malien.

A ce jour, l'attaque n'a pas été revendiquée. Mais « de forts soupçons pèsent » sur le Front de libération du Macina (FLM), « un groupe terroriste qui tient à faire parler de lui par tous les moyens », a affirmé hier à l'AFP une source militaire malienne jointe à Sévaré depuis Bamako.

"MONTÉE FULGURANTE

"* Le Macina est une appellation traditionnelle d'une partie du centre du Mali. Apparue début 2015, le FLM, qui recrute essentiellement dans la communauté peule et a revendiqué des attaques dans cette région, est un mouvement allié à Ansar Dine, un des groupes jihadistes liés à Al-Qaïda ayant contrôlé le nord du pays près de dix mois entre 2012 et début 2013.

Pour le journaliste et analyste malien Alexis Kalam-

bry, l'attaque « porte la marque d'Iyad Ag Ghali », chef d'Ansar Dine.

Des assaillants, non identifiés et dont le nombre demeure inconnu, ont fait irruption vendredi vers 07H00 (locales et GMT) au Byblos de Sévaré. Ils en ont été délogés dans la nuit de vendredi à samedi par les forces maliennes.

Le principal parti d'opposition au Mali, l'Union pour la République et la démocratie (URD), « exige que les responsables de ces actes criminels, que rien ne saurait justifier, soient recherchés, poursuivis, jugés et punis », selon un communiqué parvenu hier à l'AFP.

L'URD, dirigée par Soumaila Cissé, chef de file de l'opposition, évoque dans ce texte une « montée fulgurante des attaques terroristes et jihadistes » au Mali.

Deux attaques jihadistes, les 1er et 3 août, ont causé la mort de 13 militaires maliens dans le Centre et le Nord.

De son côté, le Parti pour la Renaissance nationale (Pa-

rena), de l'ex-ministre des Affaires étrangères Thiébilé Dramé, autre formation de l'opposition, a fait part de son inquiétude en raison de « l'insécurité (qui) atteint des proportions alarmantes dans tout le pays ».

« Aucune région n'est épargnée. L'arrogance et l'audace des agresseurs ne semblent plus avoir de limites », s'indigne le Parena dans un communiqué.

Des attaques jihadistes ont été ces dernières semaines enregistrées dans le sud du Mali, près des frontières ivoiriennes et burkinabè, une zone qui était jusqu'ici épargnée.

Sévaré se situe à la lisière des vastes régions dans le nord du pays d'où les jihadistes ont été en grande partie chassés et dispersés par une intervention militaire internationale déclenchée en janvier 2013 à l'initiative de la France, et toujours en cours.

Cependant, des zones entières échappent encore au contrôle des autorités maliennes comme à celui des forces étrangères.

L'Afrique en bref

Burundi/ Général Nshimirimana. Des "exécutants arrêtés"



Les "exécutants" de l'attaque à la roquette qui a tué il y a une semaine le général Adolphe Nshimirimana, homme fort de l'appareil sécuritaire au Burundi, ont été identifiés et certains arrêtés, a annoncé hier le Parquet, sans autre précision sur leur identité.

Burundi/Violences. Pierre-Claver Mbonimpa pour la Belgique

Le défenseur burundais des droits de l'Homme Pierre-Claver Mbonimpa, grièvement blessé lundi dans une tentative d'assassinat, devait quitter Bujumbura hier soir pour la Belgique afin de s'y faire soigner, d'après le ministère des Affaires étrangères belge.

Niger/Présidentielle. L'opposition rejette le calendrier de la Céni

L'opposition nigérienne a rejeté le calendrier de l'élection présidentielle prévue fin février 2016 par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), dénonçant une absence de "consensus", a appris hier l'AFP.

Israël/Violences

Premiers raids dans des colonies liés à la mort d'un bébé palestinien

AFP

Jérusalem/Israël

Israël a durci hier son action contre les extrémistes juifs en lançant des raids dans des colonies et en plaçant des figures de l'activisme antipalestinien en détention sans inculpation, après la mort d'un bébé et de son père dans l'incendie de leur maison.

SOUS le feu des critiques d'une partie de l'opposition et de l'étranger qui l'accusent d'accorder une « impunité » aux auteurs d'attaques antipalestiniennes, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a multiplié depuis l'incendie criminel du 31 juillet en Cisjordanie occupée condamnations, appels à la fermeté et arrestations.

Pour la première fois depuis l'attaque, une unité spéciale de la police israélienne chargée de la lutte contre les crimes racistes, a mené des raids dans des colonies de Cisjordanie, y « arrêtant plusieurs suspects dans le cadre de l'enquête sur les événements de Douma ». La police n'a pas précisé le nombre de ces arrestations. C'est dans le village palestinien de Douma, entouré de colonies dans le nord de la

Cisjordanie, que la maison de la famille Dawabcheh a été incendiée brûlant vif le bébé palestinien Ali, âgé de 18 mois, une attaque attribuée par les Palestiniens à des colons.

C'est la première fois que les autorités lient directement des arrestations à l'incendie de Douma.

En arrêtant en début de semaine trois extrémistes juifs, elles avaient seulement indiqué qu'ils étaient impliqués dans des « attaques terroristes », un qualificatif rarement utilisé par Israël dans le cas d'attaques contre des Palestiniens.

Ces trois extrémistes sont désormais tous placés en détention administrative, une mesure exceptionnelle qui permet la détention d'un suspect sans inculpation et pour une durée de six mois renouvelable.

"LES CATHOLIQUES EN DANGER" * « Meïr Ettinger et Eviatar Slonim ont été placés en détention administrative », une mesure réservée d'habitude aux Palestiniens, a indiqué un porte-parole du ministère de la Défense. Un autre extrémiste Mordechai Meyer l'avait été mardi. Meïr Ettinger est une figure de l'extrémisme juif et du mouvement des « jeunes des colonies », des Israéliens en

rupture de ban qui installent des colonies « sauvages », c'est-à-dire sans les autorisations officielles israéliennes. Les arrestations d'hier sont intervenues au lendemain du décès de Saad Dawabcheh, le père du bébé mort, brûlé sur la quasi-totalité du corps au 3e degré.

Sa femme Riham, 26 ans, quasiment entièrement brûlée au troisième degré, est toujours hospitalisée en Israël entre la vie et la mort, tandis que son frère Ahmed, 4 ans, entame une lente convalescence, selon des sources médicales. Les murs de leur maison avaient été recouverts durant l'attaque de slogans proclamant en hébreu « Vengeance » et « Prix à payer », la signature des colons et activistes d'extrême droite.

"ON 'NE DORT PLUS" * Depuis des années, sous le nom le « prix à payer », des extrémistes juifs agressent Palestiniens, Arabes israéliens et même soldats israéliens en représailles aux destructions de colonies sauvages et aux décisions qu'ils jugent contraires à leurs intérêts.

Ces attaques ont à de rares occasions entraîné des morts mais relèvent la plupart du temps d'actes de vandalisme, d'incendies de lieux de culte ou d'arbres et de maisons.



Une unité spéciale de la police israélienne a mené des raids en Cisjordanie.

Les Eglises catholiques de Terre sainte ont d'ailleurs déposé plainte contre un leader de l'extrême droite religieuse ayant incité à brûler des églises, affirmant que « la communauté catholique de Terre Sainte a peur et se sent en danger ».

La mort de Saad Dawabcheh a relancé les tensions déjà vives en Cisjordanie occupée.

Des milliers de Palestiniens ont participé samedi à ses funérailles, le Hamas islamiste, au pouvoir à Gaza, affirmant qu'après ces morts, « la résistance » était devenue « un devoir » en Cisjordanie où la colonisation, l'un des principaux obstacles à la paix, s'étend.

L'Autorité palestinienne, qui n'a aucune prise sur plus de 60% de la Cisjordanie -sous contrôle exclusif de l'armée israélienne-, a décidé de porter l'attaque de Douma à l'attention de la Cour pénale internationale (CPI) qu'elle souhaiterait voir poursuivre les dirigeants israéliens qui « soutiennent les crimes des colons ».

Elle a également annoncé la mise en place de « comités populaires » pour protéger les villages palestiniens.

« Les gens ne dorment plus, affolés à l'idée qu'un colon vienne attaquer à tout moment », lance un habitant de Douma, Mohammed Dawabcheh.

A travers le monde

Irak/Corruption. Le gouvernement approuve des réformes majeures

Le gouvernement irakien de Haider Al-Abadi a approuvé hier des réformes majeures prévoyant la suppression d'importants postes et de privilèges, à la suite d'une vague de protestations contre la corruption et la mauvaise gouvernance.

Japon/Nucléaire. Nagasaki se souvient



Nagasaki a commémoré hier l'attaque nucléaire qui a anéanti cette cité japonaise il y a 70 ans au cours d'une cérémonie où ont émergé des critiques envers les projets du Premier ministre Shinzo Abe de renforcer les prérogatives de l'armée.

Malaisie/Vol MH370. Recherche de débris également aux Maldives

Les Maldives se sont mises à leur tour à la recherche de débris du Boeing 777 disparu de Malaysia Airlines après que des habitants de cet État insulaire de l'océan indien ont rapporté avoir aperçu des éléments éventuellement intéressants.

Turquie-USA/Terrorisme. Les États-Unis envoient des F-16

Les États-Unis ont pour la première fois déployé hier des chasseurs F-16 en Turquie pour lutter contre le groupe État islamique (EI) tandis que les raids aériens d'Ankara contre la guérilla kurde en Irak auraient tué près de 400 rebelles.